



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ

BUREAU DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

**Installations classées
pour la protection de l'environnement**

AVIS AU PUBLIC

Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° BCTE/2018-039 du 29 mars 2018, le dossier de demande d'enregistrement déposé, au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, par la société **SARL STEFANY EMBALLAGES SERVICES** en vue de l'exploitation d'une installation de transformation et de stockage de polymères en ZA de Courtanne -43620 ST-PAL DE MONS, sera soumis à la consultation du public

du 25 avril au 25 mai 2018 inclus.

Pendant cette période, toute personne intéressée pourra prendre connaissance du dossier complet à la mairie de ST-PAL DE MONS, aux jours et heures habituels d'ouverture :

- le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00,
- le mercredi et samedi de 9 h à 12 h 00.

Les observations du public sur le projet pourront être :

- soit consignées sur le registre ouvert à cet effet, en mairie de ST-PAL DE MONS,
- soit adressées par lettre au préfet, Direction de la citoyenneté et de la légalité – Bureau des collectivités territoriales et de l'environnement – 6 avenue Charles de Gaulle – CS 40321 – 43009 LE PUY- EN-VELAY Cédex,
- soit envoyées par courriel à l'adresse électronique suivante :
pref-consultationstefanyemballages@haute-loire.gouv.fr

Ces observations devront être formulées avant la fin du délai de consultation du public.

Cet avis ainsi que la demande du pétitionnaire seront également insérés sur le site internet de la préfecture de la Haute-Loire, www.haute-loire.pref.gouv.fr, rubrique Publications - Enquêtes publiques et consultations – Installations classées pour la protection de l'environnement (régime d'enregistrement).

L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'enregistrement est le préfet de la Haute-Loire. La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure sera un enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales, ou un refus.